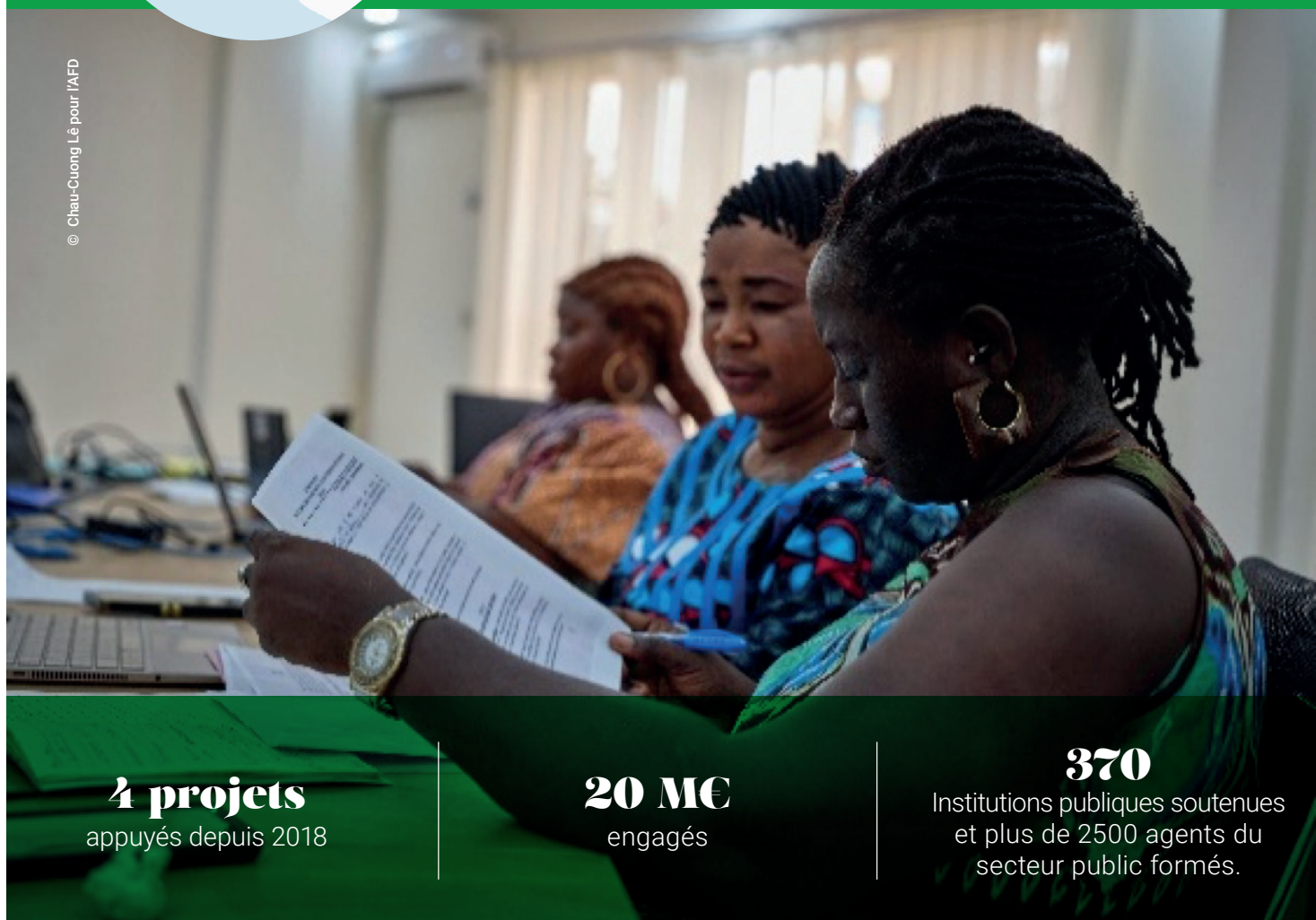




L'AFD ET le secteur de la gouvernance en Guinée

© Chau-Cuong Lê pour l'AFD



4 projets

appuyés depuis 2018

20 M€

engagés

370

Institutions publiques soutenues
et plus de 2500 agents du
secteur public formés.

Dans le secteur de la gouvernance, l'AFD accompagne la dynamique de consolidation des institutions publiques guinéennes, à l'œuvre depuis 2010. L'AFD intervient en ce sens sur différentes thématiques, telles que l'amélioration de la gestion des finances publiques, l'accompagnement de la dynamique de décentralisation et le renforcement des capacités de l'administration publique.

NOTRE ACTION DANS le secteur de la gouvernance en Guinée

1

Amélioration de la gouvernance économique et financière

L'AFD accompagne les Ministères de l'Economie et des Finances ainsi que celui du Budget, en vue d'améliorer la gestion des finances publiques et la délivrance des services publics. Ces projets, mis en œuvre par Expertise France, font appel à un réseau d'experts français et internationaux qui appuie le renforcement des normes et des procédures, la mise en place de systèmes d'information et la formation des cadres des deux ministères.

À travers le projet d'Appui à la Gouvernance Economique et Financière (PAGEF, 4 M€) démarré en 2020, l'AFD vise à rendre la gestion des ressources plus efficace en Guinée en renforçant (i) la fiabilité des prévisions budgétaires, (ii) la gestion de la dette publique, notamment via un partenariat avec la CNUCED, (iii) le suivi des organismes publics pour en améliorer la performance

et en limiter les risques financiers et (iv) l'opérationnalisation des dispositions encadrant les partenariats publics-privés.

L'Agence appuie également ces Ministères via le projet d'Appui à la Mobilisation des Ressources Intérieures et aux Corps de Contrôle (AMRIC, 8M€ dont 5M€ de l'AFD). Ce projet est conjointement soutenu par l'AFD et l'Union Européenne (UE), et intervient à la fois sur le renforcement de l'administration fiscale au niveau central et déconcentré, ainsi qu'au niveau des collectivités locales. Afin de promouvoir le civisme fiscal, les organisations de la société civile sont également impliquées.

2

Appui à la décentralisation

Aux côtés de la Banque mondiale, l'AFD est un partenaire historique du soutien à la décentralisation en Guinée, via le prisme du développement local et de l'appui aux communautés villageoises. En effet, la Guinée a bénéficié de plusieurs programmes d'appui aux communautés villageoises durant les années 2000. En 2019, cet héritage a été institutionnalisé avec la création de l'Agence Nationale de financement des Collectivités (ANAFIC).

L'AFD appuie l'ANAFIC via un projet octroyé en 2018 (10 M€) qui vise à rendre effectives les compétences des Collectivités Locales de Guinée et à garantir aux citoyens la participation aux processus de gouvernance locale.

La décentralisation est également appuyée par l'AFD via des financements à destination d'ONGs comme Le Partenariat ou Action Education, mais aussi à travers la coopération décentralisée et notamment Charente-Maritime Coopération qui intervient dans la Préfecture de Boffa.

3

Renforcement de l'administration publique

Le projet d'Appui au Perfectionnement de l'Administration Publique guinéenne, financé par l'AFD et mis en œuvre par Expertise France, vise à renforcer l'administration en appuyant l'Institut national de Formation et de Perfectionnement (INFP) pour en faire un organisme de formation continue performant, tout en accompagnant des réformes structurelles en matière de gestion des ressources humaines.

Le projet doit permettre la formation de 600 cadres intermédiaires dans les différentes régions de la Guinée, en répondant aux défis de féminisation et de rajeunissement de la fonction publique. Il s'inscrit dans la lignée du projet « Rajeunir et Féminiser » financé par l'Ambassade de France entre 2012 et 2016.